



## **FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE**

### **Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières C.C.A.T.P. (Commun à tous les lots)**

PROCEDURE : ACCORD CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE A MARCHES  
SUBSEQUENTS

PASSE SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

## Sommaire

<b>Article 1. PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2. DENOMINATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>5</b>
2.1. Groupement de commande.....	5
2.2. Pouvoir adjudicateur du groupement de commande .....	5
<b>Article 3. DEFINITIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>9</b>
4.1. Objet .....	9
4.2. Forme de l'accord-cadre .....	9
4.3. Décomposition en lots.....	10
4.4. Lieu de livraison ou d'exécution .....	10
4.5. Minimum et maximum de l'accord-cadre .....	11
4.6. Evolution du patrimoine prévisible .....	11
<b>Article 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>11</b>
5.1. Obligations du TITULAIRE de l'accord-cadre, du TITULAIRE d'un marché subséquent.....	11
5.2. Documents à produire pendant l'exécution d'un marché .....	11
5.3. Sous-traitance.....	12
<b>Article 6. Obligations du Pouvoir Adjudicateur .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 7. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS. 13</b>	<b>13</b>
<b>Article 8. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 9. ORIGINE DE L'ELECTRICITE FOURNIE .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 10. STRUCTURE DE PRIX.....</b>	<b>15</b>
10.1. Généralités .....	15
10.2. Flexibilité des consommations .....	16
10.3. Contenu des prix des marchés subséquents.....	17
10.3.1. Eléments figurant au bordereau des prix unitaires :.....	17
10.3.2. Prix facturés dans le cadre des marchés subséquents .....	18
10.3.3. Forme des prix des marchés subséquents.....	18
10.4. Prix de la fourniture .....	18
10.4.1. Terme Abonnement.....	18
10.4.2. Terme Proportionnel .....	19
10.5. Prix de l'acheminement .....	20
10.6. Taxes et contributions de toute nature.....	20
<b>Article 11. REVISION / VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>21</b>

11.1. Prix Variables .....	21
11.2. Prix Fixes.....	22
11.3. Clause de réexamen .....	22
11.4. Evolution des Coefficients CEE .....	22
11.5. Prise en compte du Mécanisme de Capacité .....	23
11.5.1. Dispositions relatives à la structure du prix .....	23
11.5.2. Clause de réexamen relative à l'évolution du mécanisme de capacité .....	24
<b>Article 12. PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....</b>	<b>24</b>
12.1. Principe.....	24
12.2. Procédure .....	25
<b>Article 13. PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE.....</b>	<b>27</b>
13.1. RELATIONS AVEC LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION (GRD) .....	27
13.2. RELATIONS AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	28
13.2.1. Généralités .....	28
13.2.2. Réunions .....	29
13.2.3. Dépassement de puissances souscrites .....	29
13.3. SERVICES LIES A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT .....	29
13.3.1. Organisation préalable à la bascule.....	29
13.3.2. Maîtrise de l'énergie .....	29
13.3.3. Plateforme internet .....	30
13.3.4. Suppression / rattachement de sites .....	30
<b>Article 14. FACTURATION ET PAIEMENT .....</b>	<b>31</b>
14.1. Envoi des factures .....	31
14.2. Fréquence de facturation .....	32
14.3. Contenu de la facture .....	32
14.4. Contenu du récapitulatif .....	32
14.5. Contenu de la facture par PDL.....	33
14.6. MODALITES DE REGLEMENT .....	34
14.6.1. Application de la TVA.....	34
14.6.2. Délais de paiement .....	34
<b>Article 15. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>34</b>
15.1. Modifications portant sur l'accord-cadre .....	34
15.2. Modifications portant sur un des marchés subséquents .....	34
<b>Article 16. RESPONSABLE D'EQUILIBRE .....</b>	<b>34</b>
<b>Article 17. PENALITES .....</b>	<b>34</b>
<b>Article 18. OBLIGATION D'ASSURANCE .....</b>	<b>37</b>

<b>Article 19. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE .....</b>	<b>38</b>
<b>Article 20. RESILIATION .....</b>	<b>38</b>
20.1. Résiliation aux torts du TITULAIRE.....	38
20.2. Disparition et incapacité du TITULAIRE.....	39
20.3. Redressement ou liquidation judiciaire .....	39
20.4. Liquidation de l'accord-cadre et des marchés subséquents résiliés .....	39
<b>Article 21. CESSIBILITE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>39</b>
<b>Article 22. DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE ÉTRANGER .....</b>	<b>40</b>
<b>Article 23. ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDIQUE .....</b>	<b>40</b>
<b>Article 24. DEROGATION AU CCAG .....</b>	<b>40</b>

## Article 1. PREAMBULE

---

L'objet du présent CCATP est d'apporter au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021, les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement de l'accord-cadre initial.

L'attention des titulaires est donc portée sur le fait que toutes les stipulations dudit CCAG sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le présent document ou par les actes pris sur la base du présent document.

**En conséquence, les titulaires ne peuvent se prévaloir de méconnaître les dispositions du CCAG-FCS.**

Le présent CCATP régit les deux lots (accords-cadres initiaux) qui seront exécutés lors de la survenance du besoin, par la conclusion de marchés publics subséquents

## Article 2. DENOMINATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

---

### 2.1. Groupement de commande

La présente consultation est passé en groupement de commandes regroupant :

- L'Agence de l'Union Européenne pour les Chemins de Fer,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Hauts de France (CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE)

Le groupement de commande est régi par les articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique.

Ce groupement de commandes a été formé par la conclusion d'une convention constitutive entre les membres du groupement.

Le coordonnateur est la CCI de région Hauts-de-France. Elle est chargée de procéder, dans le respect des règles prévues au Code de la Commande Publique, à l'ensemble des opérations de passation, de signature, de notification et d'exécution et d'exécution de l'accord cadre et des marchés subséquents en découlant, y compris leur résiliation, à l'exception du règlement des factures et de la gestion des demandes d'interventions courantes et exceptionnelles qui peuvent être assurées par chacun des membres directement.

A ce titre, le coordonnateur a en charge la préparation, la passation, la signature et la notification du présent contrat.

Chacun des membres du gouvernement assurera l'exécution pour la part qui le concerne.

### 2.2. Pouvoir adjudicateur du groupement de commande

CCI de région Hauts-de-France  
299 Boulevard de Leeds

CS 90028  
59031 Lille CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Et en groupement de commande composé de la structure suivante :

- L'Agence de l'Union Européenne pour les Chemins de Fer dont les sièges sont à Lille (299 Boulevard de Leeds, 59031 LILLE CEDEX) et à Valenciennes (120 Rue Marc Lefranc, BP n°20392, 59307 Valenciennes CEDEX) et représentée par son Directeur Exécutif, Monsieur Pio GUIDO.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, le/les interlocuteurs techniques du représentant du pouvoir adjudicateur sont désignés au titulaire dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

## Article 3. DEFINITIONS

---

### **Bascule :**

Processus de transfert des points de livraison vers le périmètre d'équilibre du TITULAIRE du marché. Le transfert est réalisé par le gestionnaire de réseau de distribution à la demande du TITULAIRE.

### **Catalogue des prestations :**

Catalogue publié par **ENEDIS**, conformément à l'article L. 341-3 du code de l'énergie, présentant l'offre aux fournisseurs d'électricité et aux clients finaux en matière de prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau public de distribution réalisées à titre exclusif par **ENEDIS**. Il présente les modalités de réalisation et de facturation des prestations. La version en vigueur du catalogue est celle publiée sur le site Internet d'**ENEDIS** <https://www.enedis.fr/>, telle qu'approuvée par la Commission de Régulation de l'Energie.

### **Garanties d'origine :**

Les garanties d'origine sont des attestations qui certifient l'origine de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables ou par cogénération dans les conditions définies aux articles L. 314-14 et suivants du code de l'énergie.

### **Contrat GRD-Fournisseur :**

Contrat définissant les engagements souscrits entre le fournisseur d'énergie électrique et le GRD en matière d'accès et d'utilisation du réseau public de distribution et d'échange des données nécessaires relatives aux points de livraison des clients raccordés au réseau public de distribution géré par le GRD. La conclusion de ce contrat permet au fournisseur de proposer au client, dont il assure la fourniture exclusive, la conclusion d'un contrat unique regroupant la fourniture d'énergie

électrique, l'accès au réseau public de distribution et son utilisation.

### **Contrat unique :**

Contrat regroupant la fourniture d'électricité et l'accès/utilisation des Réseaux publics d'électricité, établi entre un Client et un Fournisseur pour un ou des Points de Livraison. Il suppose l'existence d'un Contrat GRD-Fournisseur mis en place entre le Fournisseur concerné et le GRD. Dans le cadre d'un contrat unique, la fourniture d'énergie électrique et l'utilisation des réseaux publics sont facturés simultanément par le fournisseur.

### **Courbe de charge :**

Représentation graphique des appels de puissance d'un site en fonction du temps. La courbe de charge donne une vision précise du profil de consommation d'un site de consommation. Ces appels de puissance sont habituellement mesurés toutes les 10 minutes.

### **Gestionnaire du réseau de distribution (GRD) :**

La personne responsable de l'exploitation, de l'entretien et du développement du réseau public de distribution d'électricité dans une zone de desserte exclusive, et, le cas échéant, de l'interconnexion avec d'autres réseaux. Elle exerce cette activité dans les conditions fixées par un cahier des charges de concession. Cette personne est, en particulier, chargée de garantir l'accès des utilisateurs au réseau de distribution, en procédant aux opérations de raccordements, et, d'assurer l'activité de comptage.

### **Mécanisme d'obligations de capacité**

Mécanisme ayant pour objet d'assurer la sécurité d'approvisionnement en électricité dans les conditions prévues aux articles L. 335-2 et suivants du code de l'énergie. Chaque fournisseur doit disposer de garanties de capacités d'effacement de consommation et de production d'électricité pouvant être mises en œuvre pour participer à la satisfaction de l'équilibre entre la production et la consommation sur le territoire métropolitain continental. Les garanties de capacité sont échangeables et cessibles. Le mécanisme est entré en vigueur le 1er janvier 2017.

### **NOME (Loi) :**

Loi N° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité.

### **Point de livraison (PDL) :**

Point physique convenu entre un utilisateur et un gestionnaire de réseau pour le soutirage d'énergie électrique qui correspond à la notion de point de connexion au sens de la délibération du 12 décembre 2013 portant décision relative aux tarifs d'utilisation d'un réseau public d'électricité dans le domaine de tension HTA ou BT.

Il correspond à une référence géographique précisée dans les pièces des marchés subséquents. Il désigne de façon unique le point où un utilisateur peut soutirer ou injecter de l'électricité. Il coïncide généralement avec la limite de propriété entre les ouvrages électriques de l'utilisateur et les ouvrages du réseau public de distribution, et, est souvent matérialisé par un appareil de coupure permettant d'arrêter la circulation du courant électrique.

**Prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre :**

Prix couvrant les coûts proportionnels au soutirage physique tels que déterminés par le gestionnaire de réseau de transport (RTE) dans le cadre des règles relatives au dispositif de responsable d'équilibre, au mécanisme d'ajustement et à la programmation soumises à la Commission de régulation de l'énergie. Depuis le 1er février 2017, ce prix est de 0,00€/MWh.

**Profilage :**

Le profilage est une technique statistique de modélisation des consommations (ou des productions) appliquée à un groupe de clients ne disposant pas de compteurs permettant la mesure de la puissance au pas 10 minutes (site avec courbe de charge) ou bien en disposant mais dont les données ne sont pas stockées par les gestionnaires de réseau. Ces sites consommation sont qualifiés de « profilés ». Pour les points de livraisons profilés, la reconstitution des flux est assurée via une courbe de charge profilée. Les règles de profilage sont déterminées par les gestionnaires de réseau.

**Réseau :**

Désigne le réseau public de distribution d'électricité exploité par le GRD. Il s'agit des réseaux exploités à 20 000 et 15 000 volts, dits « réseaux HTA », et de réseaux exploités à 400 volts triphasé et 230 volts monophasé, dits « réseaux BT ».

**Responsable d'équilibre :**

Opérateur qui s'est contractuellement engagé auprès du gestionnaire de réseau de transport d'électricité, RTE, à financer le coût des écarts constatés a posteriori entre électricité injectée et électricité consommée, au sein d'un périmètre d'équilibre contractuel dans les conditions prévues aux articles L. 315-1 et suivants du code de l'énergie.

Le responsable d'équilibre peut être un fournisseur d'électricité (français ou étranger), un consommateur (site d'un groupe, entreprise désignée par un groupe d'entreprises) ou n'importe quel tiers (banque, courtier...). Le périmètre d'équilibre contractuel est constitué par des moyens d'injection (sites physiques de production, achat en bourse ou à d'autres acteurs, importations) et des éléments de soutirage (sites physiques consommateurs, vente en bourse ou à d'autres acteurs).

**Le terme « Titulaire » désigne :** Le titulaire de l'accord-cadre qui en a reçu la notification.

**Le terme « Titulaire du marché subséquent » désigne :** Le titulaire d'un marché public subséquent (passé sur le fondement de l'accord-cadre) qui en a reçu la notification.

**Télérelève :**

Accès à distance aux données délivrées par un compteur, généralement à l'aide d'une interface raccordée au réseau téléphonique commuté. Les sites disposant de compteurs télé relevés et dont les données sont stockées par le gestionnaire de réseau sont qualifiés de points de livraison télé relevés. Pour ces points de livraison la reconstitution des flux est assurée via la courbe de charge télé relevée.

**Tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (TURPE) :**



Tarifs d'acheminement de l'électricité sur les réseaux publics jusqu'au lieu de livraison. Ce tarif est fixé par la Commission de régulation de l'énergie et rémunère les charges supportées par les gestionnaires de réseaux publics d'électricité au titre de leurs missions

## Article 4. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

---

### 4.1. Objet

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les termes et conditions régissant les marchés subséquents qui seront lancés en cours d'exécution pour la fourniture et l'acheminement d'électricité afin d'alimenter les points de livraison du Pouvoir Adjudicateur.

Les points de livraison d'électricité (PDL) concernés sont des sites sortis du tarif réglementé de la fourniture d'électricité.

Le contrat est un contrat unique, portant sur la fourniture et l'acheminement de l'électricité pour les Points de Livraison du marché.

L'objet du marché comprend les prestations ci-dessous :

- La fourniture complète en énergie électrique des points de livraison alimentant les bâtiments du Pouvoir Adjudicateur (y compris branchements provisoires) ;
- L'accès au réseau public de distribution et son utilisation pour les points de livraison dans le cadre d'un contrat unique ;
- La mission de responsable d'équilibre incluse dans le prix de la fourniture en énergie électrique ;
- Les services associés à cette fourniture.

Les caractéristiques générales des prestations attendues sont décrites dans le présent document. Elles seront précisées dans les marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre, dénommés « marchés subséquents ».

En plus des Points de Livraison contenus dans ces annexes, d'autres Points de Livraison de même nature peuvent être rattachés par le Pouvoir Adjudicateur, aux mêmes conditions de prix, et dans la une limite entre 0 et 10% par rapport à la consommation totale indicative du marché. Le pourcentage exact de flexibilité sera indiqué par le Pouvoir Adjudicateur au stade du marché subséquent.

### 4.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents passé sans minimum de consommation, avec un maximum de consommation pour chaque lot défini comme suit :

- Pour le lot 1 : Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires passé sans minimum et avec un maximum de **20 000 MWh** par an en ce qui concerne la quantité d'électricité consommée.
- Pour le lot : 2 : Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires passé sans minimum et avec un maximum de **200 MWh** par an en ce qui concerne la quantité d'électricité consommée.

Il est passé en application du Code de la Commande Publique.

Chaque accord-cadre initial est attribué à quatre (4) opérateurs économiques, dès lors que le nombre d'offres conformes est suffisant.

Seuls les candidats ayant obtenu une note globale pondérée (Note « Valeur technique » + note « Prix » supérieure ou égale à 50 pourront être retenus au stade de l'accord-cadre.

### 4.3. Décomposition en lots

L'accord-cadre est composé de deux lots :

- LOT n°1 : Sites Hors ELD (*sur le périmètre du gestionnaire de réseau de distribution ENEDIS*).
- Lot n°2 : Pour le LOT 2 - ELD Sites Péronne (*sur le périmètre du distributeur non nationalisé*).

La liste des Points de Livraison est fournie en annexe 1 du C.C.A.T.P.

### 4.4. Lieu de livraison ou d'exécution

Les produits/services commandés sont livrés, dans les différents sites indiqués par le Pouvoir Adjudicateur.

La liste des points de livraison du Pouvoir Adjudicateur figure en annexe 1 à l'Acte d'engagement de chaque membre.

Les consommations d'électricité du Pouvoir Adjudicateur sont susceptibles d'évoluer tout au long de l'accord cadre hé par le fait :

- d'achat, vente, construction ou démolition de bâtiments ;
- de modification des comportements et des usages de l'énergie ;
- de modernisation des installations voire de changement d'énergie ;
- de la variation des conditions climatiques (impact sur les consommations liées au chauffage des locaux).

De ce fait, les consommations indiquées dans l'ensemble des documents du présent marché ne sont données qu'à titre indicatif et n'engagent pas le Pouvoir Adjudicateur.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur du marché subséquent s'engage à prévenir le TITULAIRE de tout projet d'évolution de son patrimoine (achat, vente, construction, démolition) ou de toute évolution des installations techniques pouvant avoir un impact sur les consommations d'électricité (modernisation des installations, utilisation d'une base énergie renouvelable pour l'ECS, augmentation ou diminution des températures intérieures, etc.).

#### 4.5. Minimum et maximum de l'accord-cadre

- Pour le lot 1 : Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires passé sans minimum et avec un maximum de **20 000 MWh** par an en ce qui concerne la quantité d'électricité consommée.
- Pour le lot : 2 : Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires passé sans minimum et avec un maximum de **200 MWh** par an en ce qui concerne la quantité d'électricité consommée.

#### 4.6. Evolution du patrimoine prévisible

Les dates précises de sortie et d'intégration d'un ou de plusieurs point(s) de livraison seront indiquées dans les documents de consultation du marché subséquent.

En conséquence, le TITULAIRE prendra en compte dans son offre, au stade du marché subséquent, la sortie anticipée ou l'intégration de ce(s) site(s) en cours de marché subséquent. Aucune pénalité ne pourra être appliquée au Pouvoir Adjudicateur pour la sortie de ce(s) site(s) en cours de marché subséquent.

### Article 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

#### 5.1. Obligations du TITULAIRE de l'accord-cadre, du TITULAIRE d'un marché subséquent

Le signataire de l'accord-cadre s'oblige à :

- répondre aux consultations de mise en concurrence lancées par le Pouvoir Adjudicateur en vue de l'attribution de marché(s) subséquent(s) au présent accord-cadre ;
- informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement quant à la forme ou à la dénomination de l'entreprise, de son domicile ou des pouvoirs des personnes ayant capacité à l'engager ;
- transmettre au Pouvoir Adjudicateur, à l'occasion de chaque marché subséquent et tous les 6 mois pendant toute la durée du présent accord cadre, les pièces mentionnées aux articles D8222-5, L8254-1 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail ;

#### 5.2. Documents à produire pendant l'exécution d'un marché

Il est rappelé que conformément aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que D. 8254-2 à 5 du même code, le titulaire du marché et ses sous-traitants éventuels sont tenus de fournir tous les six (6) mois au pouvoir adjudicateur, les documents suivants :

- Les attestations délivrées par les organismes compétents établissant que l'entreprise est à jour de ses obligations sociales et fiscales, datant de moins de six mois :
  - Attestation délivrée par l'administration fiscale,
  - Certificat social délivré par l'URSSAF,

**Si le TITULAIRE dispose d'une plateforme dédiée à la transmission des documents listés ci-dessus, il fournira l'ensemble des identifiants et mots de passe code accès afin que le Pouvoir Adjudicateur**

puisse y accéder.

A défaut de plateforme internet dédiée, le TITULAIRE adressera l'ensemble des éléments demandés au Pouvoir Adjudicateur par courriel.

À défaut l'accord-cadre sera résilié dans les conditions prévues à l'Article 20.

Le candidat établi à l'étranger produit tous les documents équivalents délivrés par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Les attestations d'assurance en cours de validité couvrant la Responsabilité Civile Professionnelle devront également être transmises chaque année.

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents demandés pendant l'exécution du marché, le marché sera résilié aux torts exclusifs du titulaire du marché

### 5.3. Sous-traitance

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

## Article 6. Obligations du Pouvoir Adjudicateur

Les consommations d'électricité du Pouvoir Adjudicateur sont **susceptibles d'évoluer tout au long du marché subséquent** par le fait notamment :

- Vente, ou démolition de bâtiments ;
- de l'identification d'un Point de Livraison intégré par erreur dans la liste des Points de Livraison prévue en annexe 1 à l'Acte d'engagement ;
- de raccordements provisoires de Points de Livraison (chantiers, travaux...) ;
- de travaux sur les bâtiments qui peuvent générer des hausses ou des baisses de consommation ;
- de la suppression de Points de Livraison en raison de l'absence de consommation.

De ce fait, les consommations indiquées dans l'ensemble des documents du présent marché ne sont données qu'à **titre indicatif** et n'engagent pas le Pouvoir Adjudicateur. L'évolution des consommations ne peut avoir d'incidence sur le prix de l'énergie proposé dans le cadre des marchés subséquents. Ces consommations permettront de comparer les offres des différents fournisseurs sur une même base.

Des points de livraison peuvent être supprimés lors de l'exécution des marchés subséquents. Ces éventuelles modifications ne pourront pas bouleverser l'économie du marché.

Le nombre de sites pourra évoluer à la baisse sans que cette suppression puisse entraîner le moindre coût, dans la mesure où elle est justifiée par :

- la fermeture du site faisant suite à une vente ou une démolition de l'immeuble ;
- une modification du système d'énergie utilisée.

Toutefois le Pouvoir Adjudicateur s'engage à prévenir le TITULAIRE de tout projet d'évolution de son patrimoine (achat, vente, construction, démolition) ou de modification des installations techniques

qui pourraient avoir un impact sur les consommations d'électricité.

Les Points de Livraison sont indiqués en annexe du présent C.C.A.T.P.

En plus des Points de Livraison contenus dans cette annexe, d'autres Points de Livraison de même nature peuvent être rattachés par le Pouvoir Adjudicateur, aux mêmes conditions de prix, et dans la limite de 0 à 10% par rapport à la consommation totale indicative du marché, le pourcentage exact étant défini au stade du marché subséquent.

Ponctuellement et en sus des points de livraison indiqués au stade de la consultation permettant l'attribution du marché public subséquent, de nouveaux points de livraison de même nature pourront être rattachés à chaque marché public subséquent en cours, aux mêmes conditions de prix, et dans la limite de 10% du cumul des consommations indicatives d'électricité de l'année de référence 2025 de chaque point de livraison mentionné au marché public subséquent concerné. Les branchements provisoires ne sont pas décomptés dans ce pourcentage.

Dans la mesure où les conditions précitées ne seraient pas remplies, l'intégration des nouveaux points de livraison fera l'objet d'une consultation par un nouveau marché public subséquent.

Pour rappel, conformément aux dispositions de la convention constitutive du groupement, si un membre souhaite se retirer du groupement de commandes, son retrait ne peut prendre effet qu'à la fin de l'exécution des marchés auxquels il participe. De la même manière, en cas d'évolution statutaire ou de transfert de compétence entre établissement, il est rappelé que le périmètre du marché n'est pas modifié ; les droits et obligations du marché public subséquent en cours demeurent inchangés.

## Article 7. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

---

Il est rappelé que l'ensemble des clauses contractuelles de l'accord-cadre et de leurs marchés subséquents sont acceptées par les attributaires de l'accord-cadre et le TITULAIRE des marchés subséquents sans aucune réserve ni modification.

Toute clause portée sur une pièce transmise avec l'offre (dont le mémoire technique et ses annexes) contraire aux dispositions du présent accord-cadre ne sera pas prise en compte et ne sera pas appliquée.

Les exemplaires conservés par le Pouvoir Adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont énumérées ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, celles-ci prévalent dans l'ordre ci-après établi.

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS**, et pour chacun des lots, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière
- Le présent Cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses annexes
- **Le CCAG fournitures courantes et services – CCAG FCS - (Approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché**
- Le mémoire technique du TITULAIRE.
- Le (ou les) contrat(s) et l'ensemble de leurs annexes signées entre le GRD et le titulaire, à l'exception des clauses qui seraient contraires au Code de la Commande Publique et aux stipulations du présent CCATP.

**Les dispositions contenues dans son mémoire technique non contradictoires avec l'Acte d'engagement et le CCATP s'appliqueront et seront opposables au Titulaire.**

L'ensemble de ces pièces fait partie intégrante de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents. Elles constituent donc des exigences à remplir par le TITULAIRE de chaque marché subséquent, sans qu'il ait besoin de s'y engager à nouveau pour chaque marché subséquent.

**Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS**, et pour chacun des lots, seules seront notifiées à l'entreprise les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et son annexe,
- Le présent CCATP et son annexe,
- Le Mémoire technique du TITULAIRE

Sauf stipulation contraire dans le marché subséquent concerné, **par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS**, et pour chacun des lots, les pièces particulières constitutives du marché subséquent sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre.
- L'acte d'engagement du marché subséquent,
- L'offre financière et éventuellement technique du TITULAIRE

## Article 8. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque accord-cadre prend effet à sa date de notification aux titulaires et jusqu'au 31 décembre 2030.

Conformément au 1° de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre excède 4 ans du fait de l'objet. En effet, il est stratégique d'anticiper l'achat d'énergie électrique l'année précédant l'exécution effective des marchés subséquents, afin de bénéficier d'une meilleure performance économique de l'achat.

L'accord-cadre n'est pas reconductible

Les Actes d'Engagements de chacun des Marchés Subséquents mentionnent également, la date de début de fourniture, définie comme la date de début d'exécution de l'obligation de fourniture et

l'acheminement d'électricité.

Aucun marché subséquent ne pourra être conclu après l'échéance de l'accord-cadre. La durée et la prise d'effet de chaque marché subséquent pris en application de l'accord-cadre sont précisées au sein desdits marchés subséquents.

## Article 9. ORIGINE DE L'ELECTRICITE FOURNIE

---

Pour chaque point de livraison, l'électricité fournie relève du mix énergétique propre au TITULAIRE.

## Article 10. STRUCTURE DE PRIX

---

Il est précisé que le présent accord-cadre est conclu sans montant ni volume minimum et avec un volume maximum (voir article 3.5 du présent document).

Le prix ne pourra en aucun cas être subordonné à un engagement de consommation minimale.

La quantité précise d'énergie qui sera fournie durant la période d'exécution de chacun des marchés subséquents sera constatée au terme de leur exécution. Aucun engagement de consommation, minimum et maximum, aucune pénalité de sur ou de sous consommation ne sont opposables.

### Financement

Chaque marché subséquent est financé par les ressources propres de chaque membre du groupement.

### Avance

Pour l'accord-cadre initial, il ne sera pas versé d'avance.

Les modalités de l'avance seront fixées aux marchés subséquents de chaque lot.

### 10.1. Généralités

Chaque marché subséquent est traité à **prix HTT (TVA incluse)** selon les dispositions de l'acte d'engagement dudit marché subséquent. Les prix sont établis hors toute taxe (HTT, TVA incluse) et ne comprennent aucune taxe et aucune contribution (ni accise sur l'électricité, ni la Contribution Tarifaire d'Acheminement – CTA, ni la redevance de soutirage rapide perçue par RTE, ni aucune taxe ou contribution de toute nature).

Le découpage horosaisonnier est donné au bordereau de prix en fonction des différents groupes de points de livraison.

Lorsqu'un site change de segment, le prix qui lui est appliqué est celui du segment correspondant. En l'état actuel de la réglementation, susceptible d'évolution, (TURPE 7), les postes horosaisonniers sont les suivants :

Tarif TURPE	Nombre de postes horosaisonniers	Nature des postes Horosaisonniers
C2	5 prix horosaisonniers	PTE Mobile, HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*) PTE, HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*)
C4	4 prix horosaisonniers	HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*)
C5	1 prix horosaisonnier 2 prix horosaisonniers 4 prix horosaisonniers	Base HP/HC (*) HPSH, HCSH, HPSB, HCSB (*)

(\*) Horosaisonnalité du TURPE

Le découpage horosaisonnier est donné au bordereau de prix en fonction des différents groupes de points de livraison.

Le découpage horosaisonnier du prix de l'électricité correspondra à celui du TURPE en vigueur. En cas d'évolution du TURPE créant un nouveau découpage, le bordereau de prix tiendra compte de cette nouvelle décomposition.

**Le prix de la fourniture d'électricité et le prix de son acheminement sont renseignés séparément.**

## 10.2. Flexibilité des consommations

En plus des Points Comptage et d'Estimation mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, d'autres Points de Comptage et d'Estimation de même nature peuvent être rattachés par le Pouvoir Adjudicateur, aux mêmes conditions de prix. Des rattachements temporaires peuvent également être demandés par le Pouvoir Adjudicateur.

Cette flexibilité sera comprise entre 0 et 10% du volume prévisionnel total de référence et sera indiquée dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

Les entrées et sorties de site se compensent.

Le volume annuel total de référence correspond à la somme des Consommations Annuelles de Référence établie par le GRD (Gestionnaire du Réseau de Distribution) de chaque site concerné par le marché subséquent

Cette flexibilité concerne les motifs légitimes de retrait, notamment :

- *déménagement,*
- *démolition,*
- *vente ou cession d'un site à un tiers,*
- *cessation définitive d'activité sur le site*
- *changement définitif d'énergie*

### Cas d'ajout de points de livraison en cas de dépassement de la flexibilité

Pour les rattachements de points de livraison au-delà de la flexibilité, le Titulaire pourra appliquer pour la partie du volume dépassant la flexibilité, les conditions de prix marché de la date de



demande de rattachement du point de livraison.

Cas de retrait d'un point de livraison en cas de dépassement de la flexibilité ou en cas de motif non légitime

**Cas n°1 :** Si la consommation réelle cumulée depuis le début de la période est supérieure à la consommation prévisionnelle, aucune indemnisation ne pourra être sollicitée par le Titulaire.

**Cas n°2 :** Dans le cas contraire, les frais ci-après seront facturés sur la dernière facture du site sorti du périmètre :

- 50% du prix d'électricité défini au marché multiplié par les consommations prévisionnelles sur la durée résiduelle du marché, définies comme les consommations annuelles prises en compte initialement dans le marché, divisées par douze et multipliées par le nombre de mois restant à couvrir.
- Toutefois, dans le cas où le montant du préjudice subi par le Titulaire, lié à la revente sur les marchés de l'énergie préalablement achetée pour le compte de la personne publique au titre du marché (ci-après « coût de débouclage »), serait supérieur au montant des frais de résiliation visés ci-dessus, le fournisseur sera fondé à exiger, en remplacement de ces frais de résiliation le paiement de la totalité du montant du préjudice lié à cette revente.
- Enfin, dans le cas où le montant du préjudice subi par le Titulaire, lié à la revente sur les marchés de l'énergie préalablement achetée pour le compte de la personne publique au titre du marché (ci-après « coût de débouclage »), **serait nul**, aucune indemnisation ne pourra être sollicitée par le Titulaire.
- Le terme fixe (voir définition ci-après) n'est plus dû en cas de détachement d'un Point de Livraison intervenant dans les conditions prévues à l'article 5 (fermeture du site, déménagement, démolition, vente ou cession d'un site à un tiers, cessation définitive d'activité sur le site, changement définitif d'énergie).

### 10.3. Contenu des prix des marchés subséquents

Le prix des marchés subséquents comporte des Bordereaux de Prix unitaires.

#### 10.3.1. Eléments figurant au bordereau des prix unitaires :

- **Le TERME FIXE (TF)** défini pour le segment tarifaire TURPE. Le Terme fixe est identique pour chaque site d'une même catégorie tarifaire TURPE ;
- Les coûts de l'énergie et de mission de responsable d'équilibre (par tranche horosaisonnière et par catégorie d'acheminement TURPE) pour la fourniture des points de livraison notés **P<sub>elec</sub>** ;
- Le prix associé aux certificats d'économie d'énergies notés **P<sub>CEE</sub>** visé aux articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie. Il regroupe les CEE standard et les CEE précarité. Il est exprimé en €/kWh et est formulé sur base du coefficient de proportionnalité conformément au décret en vigueur au moment de la publication des marchés subséquents ;
- Les coefficients de capacité pour chaque poste associé au mécanisme de capacité visé aux articles 335-1 et suivants du Code de l'énergie. **Ces coefficients sont fixés pour toute la durée du Marché Subséquent.** Pour chaque catégorie d'acheminement du TURPE, le prix unitaire de la capacité de chaque tranche horosaisonnière s'obtient par application de la

formule dédiée et des coefficients indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

### 10.3.2. Prix facturés dans le cadre des marchés subséquents

- Les prix de la fourniture de l'énergie électrique figurant dans le bordereau des prix unitaires tels que décrit ci-dessus ;
- Dans le cadre du contrat unique, les prix de l'acheminement de l'énergie électrique jusqu'au lieu de livraison conformément au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) en vigueur ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres contributions applicables de par la loi frappant obligatoirement la fourniture et l'acheminement de l'énergie électrique ;
- Dans le cadre du Contrat Unique, les tarifs figurant dans le catalogue des prestations du gestionnaire du réseau de distribution, facturés par le TITULAIRE dans le cadre du marché au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution réalisées à la demande du Pouvoir Adjudicateur : mise en service, modification de puissance, etc. ;
- Le prix lié au mécanisme de capacité prévu aux articles L. 335-1 et suivants du code de l'énergie ;
- Le prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire de réseau de transport selon des modalités approuvées par la CRE ;
- Le prix résultant pour le TITULAIRE des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'énergie.

### 10.3.3. Forme des prix des marchés subséquents

La fourniture de l'énergie électrique sera rémunérée selon un tarif binôme. Le prix se compose d'un Terme Fixe (abonnement) forfaitaire, indépendant des quantités exécutées et d'un Terme de Quantité unitaire appliqué aux quantités réellement livrées.

## 10.4. Prix de la fourniture

Les prix à indiquer dans le bordereau des prix unitaires de chaque marché subséquent couvriront les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison concernés, les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre, les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du code de l'énergie et la réalisation des services associés tels que décrits dans le présent accord cadre.

### 10.4.1. Terme Abonnement

Le terme abonnement est fonction du site en €HTT/an.

**Ce terme est fixe et non révisable sur la durée totale du marché subséquent.**

- Le terme fixe n'est plus dû en cas de détachement d'un Point de Livraison intervenant dans les conditions prévues à l'article 5 (fermeture du site, déménagement, démolition, vente ou cession d'un site à un tiers, cessation définitive d'activité sur le site, changement

définitif d'énergie).

- En cas d'intégration de sites en cours d'année, l'abonnement sera facturé au prorata temporis pour ladite année à compter de l'intégration effective du ou des sites.

Le Terme Fixe (TF) sera identique pour chaque site appartenant à la même catégorie d'acheminement TURPE.

Tous les sites appartenant à la même catégorie d'acheminement au sens du TURPE auront donc le même montant de Terme Fixe.

#### 10.4.2. Terme Proportionnel

Le prix unitaire de la fourniture d'électricité, en €/HTT/kWh, est fonction du volume consommé.

C'est un prix horosaisonnier (horosaisonnalité TURPE), valable par chaque profil de site.

**Le Terme proportionnel, composé de termes facturés au volume d'électricité réellement consommé, est la somme de:**

- **P<sub>elec</sub>** : prix de la fourniture l'électricité par tranche horosaisonnaire, exprimés en Euros/kWh,
- **P<sub>CEE</sub>** : prix résultant pour le TITULAIRE des obligations d'économies d'énergie, exprimé en Euros/kWh,
- **P<sub>capa</sub>** : prix lié à la mise en œuvre du mécanisme de capacité pour chaque tranche horosaisonnaire exprimés en Euros/kWh,

**Les prix unitaires de la fourniture remis au titre de chaque marché subséquent sont soit**

- **Fermes et engageants sur la durée du marché sur une base marché ;**  
**Et/ou**
- **Indexés suivant une formule de révision spécifique.**
- **dynamique**

**Le Pouvoir Adjudicateur se laisse la possibilité de demander pour chaque consultation relative aux marchés subséquents, plusieurs formes de prix : Offre en prix fixe, offre en prix indexée, offre en prix dynamique :**

- Dans le cadre d'une offre prix fixe, les prix unitaires de la fourniture remis au titre du marché subséquent seront fermes, fixes et engageants sur la durée du marché subséquent. Le candidat pourra présenter un prix annuel fixe par année civile.
- Dans le cadre d'une offre Indexée (de type ex ARENH par exemple et/ou mécanismes équivalents), les prix unitaires de la fourniture remis au titre du marché subséquent seront évolutifs et indexés sur une formule de révision qui sera précisée dans chaque marché subséquent, en tenant compte des mécanismes en vigueur à la date du lancement de la dite consultation.
- Concernant les offres dites « Dynamiques », la construction du prix définitif se fera en plusieurs étapes :

- Une première étape, le jour de la remise des offres, avec la communication par les soumissionnaires des coefficients de pondération des prix marchés et de la constante de marché ( marge du TITULAIRE). Ces coefficients ainsi que la constante seront repris pour chaque année calendaire, pour chaque segment d'acheminement C2, C4 et C5 et seront contractuels pour toute la durée du marché.
- Une deuxième étape dite de « fixation » interviendra entre la notification du marché et le 15/12 de l'année N-1 (N étant l'année de livraison ), pour fixer le prix définitif. La fixation se fera en plusieurs clics annuels sur la base d'un critère de performance économique défini préalablement avec le Pouvoir Adjudicateur. Le nombre maximum de clics sera précisé dans chaque marché subséquent.
- Les prix définitifs du marché seront par la suite déterminés pour chaque poste horo-saisonnier selon une formule qui sera précisée dans chaque marché subséquent.

**Plus généralement, les modalités spécifiques des différentes formes de prix sollicitées seront précisées dans chaque marché subséquent.**

### 10.5. Prix de l'acheminement

Concernant le prix de l'acheminement de l'électricité, les prix remis sont fournis à **titre indicatif**, conformément au TURPE en vigueur à la date de remise des offres. Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de toute évolution à la hausse et à la baisse du TURPE. Il s'engage également à répercuter à l'euro près sur ses factures, à la hausse comme à la baisse, les nouvelles dispositions régissant le TURPE sans aucun surcoût additionnel (frais de gestion...).

Les modifications liées aux évolutions du TURPE fixées par la Commission de Régulation de l'Energie sont répercutées par le TITULAIRE à l'euro sans marge, à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Le TITULAIRE s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de toute évolution à la hausse et à la baisse du TURPE. Toute évolution du TURPE lors de l'exécution du marché subséquent devra faire l'objet d'une note explicative transmise au Pouvoir Adjudicateur (mail, note sur les factures, ... : canal de communication à préciser dans le mémoire technique du candidat) relatant ces évolutions tarifaires et leurs impacts sur le Bordereau de Prix Unitaires de l'AE du marché subséquent en cours.

### 10.6. Taxes et contributions de toute nature

Les taxes et contributions obligatoires de toutes natures liés à la fourniture et à l'acheminement d'électricité seront appliquées et facturées par le TITULAIRE au taux en vigueur à la date de facturation.

Ces taxes sont les suivantes :

- **la contribution tarifaire à l'acheminement (CTA),**
- **Fraction d'accise sur l'électricité**
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA),**

En cas d'évolution de la réglementation concernant ces taxes et contributions (évolutions

éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes applicables en fonction de la législation), les modifications induites sont appliquées *prorata temporis*.

Toute évolution de ces taxes et contributions lors de l'exécution du marché subséquent devra faire l'objet d'une note explicative transmise au Pouvoir Adjudicateur (mail, note sur les factures, ... : canal de communication à préciser dans le mémoire technique du candidat) relatant ces évolutions réglementaires et leurs impacts sur le Bordereau de Prix Unitaires de l'AE du marché subséquent en cours.

## Article 11. REVISION / VARIATION DES PRIX

---

### 11.1. Prix Variables

Les prix suivants, décrits à l'article 10.3 du présent CCATP, peuvent varier :

- Les taxes et contributions. Toute évolution impactant le taux ou de l'assiette des taxes applicables ou toutes nouvelles taxes ou contributions environnementales s'appliquant obligatoirement sur le prix de vente et/ou de distribution peut être répercuté à l'euro près, sans marge,
- Les tarifs d'acheminement et les prix figurant dans le catalogue des prestations des GRD. Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché subséquent impactant ceux-ci peuvent être répercutés à l'euro près, sans marge.
- Le coût proportionnel au soutirage physique, publié par le gestionnaire du réseau de transport (RTE) et validé par la CRE. En cas d'évolution de ce coût, le TITULAIRE devra répercuter ces évolutions à la hausse comme à la baisse, sur les prix proportionnels en €/MWh à l'euro, sans marge ni frais. Le prix proportionnel au soutirage physique applicable actuellement est de 0,0 €/MWh, depuis le 1er Février 2017.
- Les coûts résultats des obligations d'économies d'énergies :
  - Ils pourront être modifiés à l'euro près, sans marge en cas de d'évolution législative ou réglementaire des coefficients. Ils pourront être modifiés par voie d'avenant en cas d'évolution législative ou réglementaire de l'architecture générale du dispositif.
- Les prix unitaires résultant des obligations associées au mécanisme de capacité :
  - Les prix sont alors révisables :
    - En cas d'évolution du coefficient de sécurité ;
    - En cas d'évolution du prix de la capacité pour l'année de livraison visée ;
    - Un nouveau bordereau des prix unitaires est établi par le TITULAIRE, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix révisé.
- Si le Pouvoir Adjudicateur a retenu un prix indexé le prix unitaire de la fourniture d'énergie sera amené à évoluer en fonction de la formule définie dans le dossier de consultation de chaque marché subséquent.

## 11.2. Prix Fixes

Le Terme Fixe (TF) mentionnée à l'article 10.3.3 ne pourra faire l'objet d'aucune révision durant toute l'exécution du marché subséquent.

Si le Pouvoir Adjudicateur choisi l'offre en prix fixe, les prix unitaires de la fourniture d'électricité remis au titre de chaque marché subséquent sont fixes, fermes et engageants sur la durée du marché.

## 11.3. Clause de réexamen

Si en cours de marché subséquent, des dispositions législatives et/ou réglementaires devaient être prises et affectés les prix remis par le TITULAIRE, les parties conviennent d'ores et déjà de se rencontrer afin d'évaluer l'impact de ces modifications.

En outre, le TITULAIRE s'engage à faire bénéficier le POUVOIR ADJUDICATEUR pour les marchés subséquents à venir de toute aide que le gouvernement français pourrait mettre en place afin de faire face à l'augmentation du prix de l'électricité, sous réserve de fourniture par le POUVOIR ADJUDICATEUR des formulaires et justificatifs exigés.

Enfin, si cette aide induit la mise en œuvre d'un calcul effectué par ses soins, le TITULAIRE s'engage à fournir toutes les notes de calcul et les justificatifs permettant de vérifier l'aide accordée.

Par ailleurs, en plus des Points Comptage et d'Estimation mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, d'autres Points de Comptage et d'Estimation de même nature peuvent être rattachés par le Pouvoir Adjudicateur, aux mêmes conditions de prix. Des rattachements temporaires peuvent également être demandés par le Pouvoir Adjudicateur.

Cette flexibilité sera comprise entre 0 et 10% du volume prévisionnel total de référence et sera indiquée dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

Le volume annuel total de référence correspond à la somme des Consommations Annuelles de Référence établie par le GRD (Gestionnaire du Réseau de Distribution) de chaque site concerné par le marché subséquent

Cette flexibilité concerne les motifs légitimes de retrait, notamment :

- *déménagement,*
- *démolition,*
- *vente ou cession d'un site à un tiers,*
- *cessation définitive d'activité sur le site*
- *changement définitif d'énergie*

## 11.4. Evolution des Coefficients CEE

Les couts facturés par le TITULAIRE en raison de ses obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivant du Code de l'énergie apparaissent de manière distincte au bordereau des prix unitaires des marchés subséquents.

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le bordereau de prix peut

être modifié en cours d'exécution du marché subséquent en cas d'évolution des coefficients de proportionnalité liés au dispositif de certificats d'économie d'énergie visés par les articles R221-4 et R221-4-1 du code de l'énergie.

**La formule d'application de l'obligation des Certificats d'Economie d'Energie sera précisée dans l'acte d'engagement du marché subséquent.**

Exclusion de la clause de réexamen :

Il est toutefois précisé, en application du principe d'égalité de traitement des candidats à un marché public, que toute modification des conditions d'application des articles 221-1 et suivants du Code de l'énergie sera répercutée sans surcout, notamment l'évolution des coefficients de proportionnalité affectant le prix des CEE standard et CEE précarité.

Aussi, la suppression du seuil d'application des CEE ne peut donner lieu à une quelconque évolution du prix des CEE.

## **11.5. Prise en compte du Mécanisme de Capacité**

Le mécanisme de capacité est un dispositif instauré par les articles L335-1 et suivants et R335-1 et suivants du Code de l'Energie et dont l'objectif est de garantir durablement la sécurité d'approvisionnement en électricité de la France.

L'objectif de ce mécanisme est d'assurer la sécurité d'approvisionnement du système électrique. Avec ce mécanisme, les fournisseurs d'électricité doivent justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de pointe par l'acquisition de « garanties de capacités ».

**Les règles de mise en œuvre du mécanisme de capacité et le calcul de son montant seront définis au Marché Subséquent.**

En fonction de l'évolution du cadre réglementaire, le Pouvoir Adjudicateur et le TITULAIRE se rapprocheront pour préciser les modalités de prise en compte du dispositif dans les prix du marché subséquent

### **11.5.1. Dispositions relatives à la structure du prix**

Le coût associé à l'obligation de capacité est facturé en €/MWh ou en centime d'Euros/kWh.

Le coût associé à l'obligation de capacité est établi sur base de coefficients de capacité exprimés en kW/MWh ou en kW/kWh. Les coefficients de capacité, portés au Bordereau des Prix Unitaires sont calculés à la maille du lot. Les coefficients de capacité portés au bordereau des prix par le candidat n'intègrent pas le coefficient de sécurité.

**Les coefficients de capacité sont fixes pour toute la durée du marché subséquent.  
Il n'est pas prévu de régularisation ex-post.**

### 11.5.2. Clause de réexamen relative à l'évolution du mécanisme de capacité

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le bordereau de prix peut être modifié en cours d'exécution du marché subséquent en cas d'évolution du coefficient de sécurité.

En effet, dans le cadre de la prise en compte explicite de la participation des capacités transfrontalières dans le mécanisme de capacité, le coefficient de sécurité peut être amené à évoluer. Dès publication de l'arrêté fixant le nouveau coefficient de sécurité, le bordereau de prix sera révisé afin de prendre en considération le nouveau coefficient applicable à compter de son entrée en vigueur.

Dès lors où une telle modification viendrait à modifier substantiellement l'équilibre du marché et plus particulièrement l'obligation de capacité et/ou le prix de la capacité, le TITULAIRE du marché se rapprochera du Pouvoir Adjudicateur afin de l'informer de cet impact et les coûts associés. Après accord du Pouvoir Adjudicateur, le TITULAIRE transmettra le cas échéant les bordereaux de prix associés.

## Article 12. PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

---

### 12.1. Principe

Le Pouvoir Adjudicateur s'oblige à remettre en concurrence les TITULAIRES du présent accord-cadre pour l'ensemble des marchés subséquents passés en son application. Les TITULAIRES de l'accord-cadre s'engagent à déposer une offre conforme à l'accord-cadre lors de chaque mise en concurrence.

Les TITULAIRES doivent justifier par écrit de leur impossibilité à proposer une offre, dans les délais de remise des offres du marché subséquent concerné. En l'absence de justification ou en cas de motivation considérée irrecevable par le Pouvoir Adjudicateur, le TITULAIRE concerné pourra voir sa candidature évincée des prochains marchés subséquents.

Les prestations des marchés subséquents devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre ; les normes, réglementations et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché subséquent.

Il est rappelé que, s'agissant d'un accord-cadre multi-attributaires, les marchés subséquents pris en son application sont attribués après mise en concurrence de tous les titulaires du présent accord-cadre. En conséquence, le fait pour un opérateur économique d'être titulaire de l'accord-cadre n'emporte pas l'attribution de marché subséquent, et dans l'hypothèse où aucun marché subséquent ne lui serait attribué, il ne pourrait se prévaloir d'aucune indemnité ou aucun dédommagement d'aucune sorte.

Le POUVOIR ADJUDICATEUR se réserve le droit d'exclure temporairement un des TITULAIRES de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de marchés subséquents, en cas de non-respect de ses engagements, et notamment dans les hypothèses suivantes :



- non-exécution ou mauvaise exécution d'un marché subséquent par le TITULAIRE,  
L'exécution de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent donnera lieu à évaluation de chacun des TITULAIRES par le POUVOIR ADJUDICATEUR.,
- absence répétée ou non justifiée d'offre subséquente remise par le TITULAIRE,
- si le POUVOIR ADJUDICATEUR constate le caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable.
- en cas d'anomalies de prix non justifiées avec risque d'entente anticoncurrentielle.

La décision d'exclusion temporaire sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception postal au TITULAIRE.

## 12.2. Procédure

La mise en concurrence dans le cadre de chaque marché subséquent se déroulera dans les conditions suivantes :

### 1. Mise à disposition sur le profil d'acheteur (plateforme internet) du Pouvoir Adjudicateur aux TITULAIRES de l'accord-cadre d'un dossier de consultation comportant *a minima* :

- la liste des Points de Livraison et l'ensemble de leurs caractéristiques de localisation, de puissance souscrite et de consommation ;
- un modèle d'acte d'engagement du marché subséquent intégrant un cadre de décomposition des prix, et une durée de validité de l'offre (cette durée ne dépassera pas 72h) ;
- la forme du prix de l'électricité ( fixe et/ou indexé)
- les variantes obligatoires concernant la forme de prix demandée par le Pouvoir Adjudicateur
- les spécificités concernant les Certificats d'Economie d'Energie,
- la durée du marché subséquent, ainsi que la ou les dates de début de fourniture ;
- les conditions de mise en concurrence, dont notamment :
  - L'adresse internet de la plateforme sur laquelle les offres seront déposées ;
  - les critères d'analyse des offres et leur pondération ;
  - le délai de réponse (date et heure limites de remise des offres).

L'attributaire d'un marché subséquent sera informé par notification via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur

Les fourchettes de pondération seront les suivantes :

- Prix : 100-70 % ;
- Note technique : 0-30 %.

Pour le premier marché subséquent, la note technique sera pondérée en fonction de la note technique attribuée à l'accord-cadre.

Au moment du lancement des marchés subséquents suivants, les attributaires pourront faire évoluer leur note technique issue de l'accord-cadre et disposeront alors de deux choix :

- Valider la note obtenue lors de l'accord-cadre. Dans ce cas, cette note sera prise comme critère d'analyse du prochain marché subséquent ;

- Renvoyer un document permettant de compléter le mémoire technique initial (complément d'informations, précisions...). Ce document, limité à une page recto, sera analysé et pourra venir modifier la note technique initiale. Cette dernière note sera prise comme critère d'analyse du marché subséquent.

## **2. Transmission des propositions financières par les TITULAIRES auprès du Pouvoir Adjudicateur.**

Les candidats transmettent leur offre dûment signée par un représentant habilité selon le modèle d'acte d'engagement transmis en faisant apparaître clairement sur l'envoi selon un moyen donnant date certaine :

- la dénomination et les coordonnées du candidat ;
- la mention « Offre pour le marché subséquent passé en application de l'accord-cadre pour la fourniture et l'acheminement d'électricité, référence : »

**Un délai d'au moins 7 jours calendaires est laissé aux candidats à compter de la date d'envoi des invitations à soumissionner au marché subséquent pour remettre leurs offres.**

La durée de validité des offres au stade du marché subséquent ne dépassera pas 72 heures. La durée sera fixée dans la lettre de consultation et l'acte d'engagement du marché subséquent.

L'acte d'engagement du marché subséquent précisera en outre :

- La décomposition des prix du marché subséquent,
- Les éventuelles formules de révision du prix de l'électricité devant être appliquées,
- Les prestations demandées au titre du marché subséquent,
- Les sites susceptibles de sortir ou d'être intégrés en cours de marché subséquent.

## Article 13. PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE

Les clauses ci-dessous sont à mettre en œuvre pour tout marché subséquent pris en application du présent accord-cadre. Des prestations supplémentaires pourront être proposées par les TITULAIRES dans le mémoire technique. Dès lors que des prestations supplémentaires sont proposées au titre de l'accord-cadre et acceptées par le Pouvoir Adjudicateur, elles s'appliqueront à l'ensemble des marchés subséquents que le TITULAIRE se verra le cas échéant notifier. Les prestations supplémentaires (inclues dans leur offre) proposées par les signataires de l'accord-cadre à l'occasion de chacun des marchés subséquents ne pourront en aucun cas diminuer la qualité ou la performance de celles prévues à l'accord-cadre ; elles ne peuvent pas modifier l'accord-cadre de façon substantielle et elles ne s'appliqueront qu'auxdits marchés subséquents.

### 13.1. RELATIONS AVEC LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION (GRD)

A compter de la notification de chaque marché subséquent, le TITULAIRE procède à l'ensemble des démarches auprès du Gestionnaire de Réseau de Distribution afin de respecter la date de début de fourniture d'électricité indiquée au DCE du marché subséquent. En cas de non-respect de ce délai et donc de report par le GRD de la date de début d'exécution des marchés subséquents, le surcoût financier du prix de l'énergie achetée pour la période transitoire correspondante devra être pris en charge par le TITULAIRE.

**Dans le cadre d'un contrat unique, le TITULAIRE du marché est l'intermédiaire entre le Pouvoir Adjudicateur et le GRD.** En tant qu'interlocuteur, le TITULAIRE du marché apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée à la demande du Pouvoir Adjudicateur. Il agira en tant qu'interlocuteur direct au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur. A ce titre, le fournisseur s'engage (dans les conditions de son contrat avec le GRD) :

- A informer le Pouvoir Adjudicateur sur les dispositions générales d'accès au réseau public de distribution d'électricité ;
- A formuler auprès du GRD la demande de mise en service et/ou de suppression d'un Point De Livraison (PDL) ;
- A souscrire auprès du GRD pour chacun des Points de Livraison du marché un accès au réseau de distribution.
- A recueillir, en vue de leur transmission au GRD, toute demande de prestations spécifiques du Pouvoir Adjudicateur figurant dans le catalogue des prestations en vigueur à la date de la demande et accessible sur le site du GRD. Le prix du marché subséquent ne comprend pas ces prestations demandées au GRD, que le TITULAIRE refacture au Pouvoir Adjudicateur sans surcoût, en recouvrant auprès du Pouvoir Adjudicateur toute somme résultant de ces prestations conformément au catalogue des prestations publié et tenu à jour par le GRD ainsi que des autres frais annexes facturés par le GRD.

Conformément à ses obligations légales et réglementaires, le Gestionnaire de Réseau de Distribution s'engage à assurer une livraison d'électricité en continu au client.

De manière générale, le TITULAIRE du marché subséquent fait son affaire de toutes les formalités administratives liées à la transition depuis le précédent fournisseur.

Le Pouvoir Adjudicateur déclare accepter les conditions d'accès au réseau public de distribution d'électricité.

## 13.2. RELATIONS AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR

### 13.2.1. Généralités

Le TITULAIRE désignera obligatoirement, dès la notification du marché subséquent, un interlocuteur unique au Pouvoir Adjudicateur. Dans le cas où un agent affecté à cette mission viendrait à être remplacé au cours de l'exécution du marché subséquent, le TITULAIRE doit en aviser, sans délai, par écrit, le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. A défaut de proposition de remplaçant par le TITULAIRE, le marché peut être résilié aux torts du TITULAIRE dans les conditions prévues au présent accord cadre.

Avant basculement des points de livraison dans l'offre du marché public subséquent, le titulaire du marché public subséquent se rapproche des membres afin de définir les modalités de règlement propre à chacun. Le membre conserve la faculté de modifier ses modalités de règlement en cours d'exécution des marchés publics subséquents sur simple ordre de service. Le titulaire du marché public subséquent ne pourra pas imposer le mode de règlement qui l'arrange. Le choix sera toujours du ressort du membre.

Le TITULAIRE est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur des conditions d'exécution de chacun des marchés subséquents. A ce titre, il doit :

- Informer à tout moment le Pouvoir Adjudicateur de tout événement de nature à modifier sa prestation et lui soumettre toutes propositions techniques, administratives ou économiques en vue de maintenir ou d'améliorer sa prestation ;
- Fournir au Pouvoir Adjudicateur un numéro d'urgence à contacter à tout moment, 24 heures sur 24, 365 jours par an (366 les années bissextiles). Ce numéro doit apparaître sur chaque facture et doit être mis à jour autant que de besoin ;
- Alerter le Pouvoir Adjudicateur lorsqu'il détectera des anomalies sur les points de livraison ;
- **Alerter le Pouvoir adjudicateur en cas de dépassement des puissances souscrites et d'application de pénalités associées de la part du GRD,**
- Transmettre au Pouvoir Adjudicateur une facture globale par membre du groupement.
- Transmettre au Pouvoir Adjudicateur une facture distincte pour les branchements temporaires (associés à un code TI)
- Transmettre annuellement (c'est-à-dire pour chaque période d'une durée égale à 12 mois) un feuillet de gestion récapitulatif facilement exploitable par le Pouvoir Adjudicateur (format Excel ou csv.) Ce feuillet comporte a minima :
  - Un récapitulatif des dépenses mensuelles pour l'énergie et le TURPE,
  - Le ou les relevés de comptage effectués ainsi que les données de consommations mensuelles par Point de Livraison sur la période écoulée,
  - Le coût unitaire moyen annuel par Point de Livraison sur la période écoulée,
  - Quelques ratios d'analyse par Point de livraison.

Ce feuillet de gestion devra être représentatif des facturations et des consommations des périodes écoulées et rappeler les données contractuelles du marché (Po et montants sur la période écoulée). Dans le mémoire technique seront indiqués la liste des informations contenues dans le feuillet, ainsi que les modalités de transmission (format papier, format informatique, mise à disposition sur internet) et les **délais de mise à disposition**.

Les feuillets récapitulatifs remis respectent également les engagements pris par le TITULAIRE dans le mémoire technique.

**En tout état de cause, le Feuillet de Gestion sera disponible au plus tard dans les 30 jours qui**

suivent la date anniversaire de démarrage du Marché Subséquent.

### 13.2.2. Réunions

Le TITULAIRE du Marché Subséquent est tenu de participer à minima aux réunions suivantes :

- Participer à une réunion de lancement à l'occasion de chaque marché subséquent (accompagnement spécifique pour la mise en place du marché et des PDL). Cette réunion aura lieu dans les trois mois qui suivent la date de démarrage du marché subséquent et aura lieu soit dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, soit en visio-conférence.
- Participer à au moins une réunion annuelle de bilan, de préférence au mois de février de l'année N+1. Cette réunion aura lieu dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur. Lors de cette réunion un récapitulatif annuel sera remis et commenté par le TITULAIRE. Cette réunion sera aussi l'occasion d'analyser les optimisations du TURPE proposées telles que demandées à l'article 13.3.2.

### 13.2.3. Dépassement de puissances souscrites

Lors d'un dépassement de puissance souscrite, le TITULAIRE doit avertir sans délai le Pouvoir Adjudicateur et proposer des actions afin d'éviter toute dérive ultérieure. En cas d'absence de proposition ou d'alerte sur la puissance souscrite, le préjudice pour le Pouvoir Adjudicateur est palpable et significatif.

L'absence d'alerte ou de conseil conduisant à un nouveau dépassement des puissances souscrites auprès du GRD et se traduisant par un montant facturé complémentaire donnera lieu à l'application de pénalités auprès du TITULAIRE.

## 13.3. SERVICES LIES A LA FOURNITURE ET A L'ACHEMINEMENT

### 13.3.1. Organisation préalable à la bascule

Le TITULAIRE d'un marché subséquent devra accompagner le Pouvoir Adjudicateur dans l'organisation des différentes phases nécessaires à la bascule des points de livraison. Il l'alertera sur les points de vigilance à observer et sur les PDL pouvant poser des difficultés.

**Le TITULAIRE portera une attention particulière lors du changement de fournisseur du Marché Subséquent et s'assurera du changement effectif de fournisseur auprès du GRD à la date convenue (démarrage du Marché Subséquent).**

### 13.3.2. Maîtrise de l'énergie

Le TITULAIRE d'un marché subséquent devra fournir au Pouvoir Adjudicateur des conseils lui permettant d'avoir une gestion optimale de son patrimoine. Il devra, dès la prise d'effet du contrat, réaliser des simulations tarifaires pour déceler les éventuels besoins d'adaptation des puissances souscrites ou des versions d'utilisation. Il devra proposer ces optimisations au Pouvoir Adjudicateur dans une démarche économie / coût en explicitant les conséquences financières, de gestion et l'impact en termes de travaux qu'engendreraient ces optimisations.

Le même travail sera effectué tous les ans, c'est-à-dire suite à la fourniture d'électricité du

patrimoine du Pouvoir Adjudicateur sur une période de 12 mois.

### 13.3.3. Plateforme internet

Le TITULAIRE d'un marché subséquent doit mettre à disposition du Pouvoir Adjudicateur un accès à un outil en ligne permettant la consultation des informations relatives aux données de consommation (totale et par point de livraison) et de facturation (totale et par point de livraison), ainsi qu'aux données relatives au contrat.

Ces informations doivent être exportables et facilement exploitables (format Excel ou csv.).

A titre d'exemple, cet outil pourrait donner accès à :

- L'ensemble des points de livraison (nom du site, adresse, imputation budgétaire et les informations sur la facturation) dans le respect des textes régissant les données personnelles ;
- l'historique des consommations par tranche horosaisonnière et de la facturation par point de livraison depuis l'entrée en vigueur du marché subséquent ;
- les données contractuelles ;
- l'historique de l'évolution de la tarification ;
- le nom et les coordonnées de l'interlocuteur unique ;
- le cas échéant, si le prix applicable au marché subséquent est indexé, l'évolution de l'indice ;
- le cas échéant, les données relatives au marché de l'électricité (veille réglementaire, technique, prix,...) ;

Le cas échéant, les informations complémentaires que le candidat s'est engagé, au travers de son mémoire technique, à fournir au pouvoir adjudicateur

**Ces informations doivent être exportable au format Microsoft Excel (.xls ou .xlsx) ou LibreOffice de préférence ou, le cas échéant, transmis mensuellement par voie électronique.**

**La plateforme internet devra être opérationnelle le premier jour du Marché Subséquent. Les identifiants de connexion devront avoir été fourni par le TITULAIRE préalablement au démarrage du Marché Subséquent.**

### 13.3.4. Suppression / rattachement de sites

Des points de livraison peuvent être supprimés lors de l'exécution des marchés subséquents.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie par écrit au TITULAIRE la demande de détachement en indiquant les renseignements nécessaires conformément au modèle établi par le TITULAIRE.

Le TITULAIRE transmettra cette demande au GRD. Le détachement est effectif, sous réserve des délais du GRD, à la date indiquée par le Pouvoir Adjudicateur lors de la notification.

Ces éventuelles modifications ne pourront bouleverser l'économie du marché.

La suppression ou le rattachement d'un ou plusieurs nouveau(x) Point(s) de Livraison fait l'objet d'un ordre de service notifié au Titulaire qui doit l'exécuter dans le respect du délai affiché, ou bien avertir le donneur d'ordres sous 48h ouvrées de son empêchement, en proposant une solution alternative satisfaisante au regard du besoin du donneur d'ordres.

En cas de dépassement de la flexibilité (en borne inférieure et/ou supérieure), voir article 9.2 du

présent document, un avenant sera rédigé après accord des parties.

## Article 14. FACTURATION ET PAIEMENT

---

### 14.1. Envoi des factures

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.



L'Agence de l'Union Européenne pour les Chemins de Fer n'utilisent pas le portail Chorus Pro pour le paiement des factures.

Ainsi les factures de l'Agence de l'Union Européenne pour les Chemins de Fer doivent être envoyées par voie électronique directement à l'adresse suivante : [Invoices@era.europa.eu](mailto:Invoices@era.europa.eu)

## 14.2. Fréquence de facturation

Le TITULAIRE adressera, **une fois tous les mois à terme échu**, une facture par PDL et un récapitulatif correspondant à la fourniture et à l'acheminement de l'électricité sur la période concernée.

## 14.3. Contenu de la facture

La facture reprendra :

- **Le récapitulatif par entité**, qui est une pièce comptable permettant le règlement en une seule fois des montants afférents au regroupement de l'intégralité des points de livraison rattachés au même code agence.
- La facture par PDL, qui détaille les informations pour chacun des Points de Livraison.

Lorsqu'une facture a été établie sur la base de quantités estimatives, cette information devra apparaître sur la facture.

**A ce titre, la facture du mois de décembre de l'année N sera basée sur des relevés réels.**

La facture établie sur la base d'un relevé des quantités effectivement livrées au Pouvoir Adjudicateur, précise l'écart existant entre la quantité estimative et la quantité effectivement livrée et le montant correspondant à cet écart. Celui-ci apparaît sur la facture établie sur la base d'un relevé.

Pour toute facture basée sur des relevés réels, les éventuels montants facturés ainsi que des quantités estimatives entre les deux relevés réels apparaîtront et viendront en déduction du montant total facturé basé sur les relevés réels.

**Dans le cas de site équipés de compteurs communiquant LINKY, la facturation bimestrielle se fera toujours sur la base de relevés réels.**

**Les frais liés à une éventuelle relève spéciale seront facturés sans marge au Pouvoir Adjudicateur sur la base du catalogue de prestation du GRD.**

Le Pouvoir Adjudicateur aura la possibilité de transmettre directement au TITULAIRE du marché subséquent son propre relevé d'index. Ces index seront transmis au TITULAIRE par courriel ou par une saisie dans un espace Extranet du TITULAIRE.

## 14.4. Contenu du récapitulatif

Il comporte au minimum les éléments suivants :

- La dénomination du Pouvoir Adjudicateur ;
- l'adresse et dénomination juridique exacte du TITULAIRE du marché subséquent, telles qu'elles figurent au registre du commerce, en particulier si le sigle ou nom commercial du TITULAIRE sont différents de ceux figurant au dit registre ;
- le numéro de compte bancaire ou postal tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et le numéro de l'engagement de dépense ;
- le numéro de facture ;



- la date de facture,
- La quantité globale en kWh ;
- Le montant HT de la fourniture en énergie électrique (part abonnement et part variable) ;
- Le montant HT de la part acheminement (part fixe et part variable du TURPE) ;
- Le montant global HT des prestations ponctuelles du GRD ;
- Le montant global HT de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) et son prix unitaire ;
- Le montant HT de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) et de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) ;
- Le détail et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

#### 14.5. Contenu de la facture par PDL

L'annexe détaille l'ensemble des informations pour chaque Point de Livraison et comporte au minimum les informations suivantes :

- Référence du Point de Livraison (RAE) ;
- La puissance souscrite (par tranche tarifaire) ;
- Les index de référence ;
- Nature de l'index (sur estimation ou sur relevé) et la date de la prochaine relève ;
- La consommation par tranche tarifaire ou la consommation unique sur la période de relève et de facturation (en kWh) ;
- Le montant HTT pour la consommation (part abonnement et part variable) et le prix unitaire (par tranche tarifaire) ;
- Le prix pour l'application du Mécanisme de Capacité en Euros HTT,
- Le prix pour l'application du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) en Euros HTT,
- Le montant HTT pour l'acheminement (détail part fixe et part variable du TURPE) ;
- Le montant global HTT des prestations ponctuelles du GRD ;
- Le montant global HT de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) et son prix unitaire ;
- Le montant HT de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) et de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) ;
- Le montant total HT ;
- Le montant détaillé de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Les prestations du GRD seront facturées par le TITULAIRE conformément au catalogue des prestations en vigueur, sans aucune marge.

Les factures ne respectant pas ces modalités donnent lieu à un courrier du pouvoir adjudicateur mentionnant les compléments ou corrections à apporter auxdites factures. Les conditions de suspension du délai de paiement seront également précisées.

L'ensemble des éléments de la facturation détaillée sont repris dans un fichier Excel disponible sur l'espace client dédié et communiqué par email au Pouvoir Adjudicateur.

## 14.6. MODALITES DE REGLEMENT

### 14.6.1. Application de la TVA

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA selon la réglementation en vigueur. Dans le cas de délégation de paiement au sous-traitant, le TITULAIRE du marché prend en charge le différentiel de TVA entre le taux normal et le taux réduit éventuellement applicable à l'opération et le paie au sous-traitant.

### 14.6.2. Délais de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

## Article 15. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

---

### 15.1. Modifications portant sur l'accord-cadre

Après sa notification, le présent accord-cadre ne pourra être modifié que par avenant(s) signé(s) par toutes les parties contractantes. Ces modifications ne pourront néanmoins pas altérer les caractéristiques essentielles du présent accord-cadre.

### 15.2. Modifications portant sur un des marchés subséquents

Chaque marché issu du présent accord-cadre pourra adapter certaines des clauses de l'accord-cadre afin de tenir compte du contexte particulier de la prestation considérée, sans toutefois en modifier les caractéristiques essentielles. Les marchés subséquents ne pourront être modifiés que par avenant(s) signé(s) par les parties contractantes du marché subséquent.

## Article 16. RESPONSABLE D'EQUILIBRE

---

Tous les sites du périmètre du présent marché sont rattachés au responsable d'équilibre désigné par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à assurer toutes les obligations qui en découlent et notamment la prise en charge des risques financiers liés aux ajustements effectués par les gestionnaires de réseau pour compenser les excédents ou déficits dus aux aléas de consommations des sites. Dans tous les cas, la qualité de la fourniture et la continuité d'approvisionnement sont de la responsabilité des gestionnaires de réseau.

## Article 17. PENALITES

---

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités ci-après sont cumulables, elles ne pourront toutefois pas représenter plus de 5 %, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, de la facturation globale annuelle du TITULAIRE. La TVA ne s'applique pas sur ces pénalités. Le

TITULAIRE devra justifier du dépassement ou non de ce seuil de 5 % par la présentation de l'ensemble des différentes pénalités annuelles.

#### **Pénalités de non-raccordement pour les sites en C5**

Le TITULAIRE d'un marché subséquent encourt des pénalités en cas de défaut de rattachement d'un Point de Livraison, sous réserve que celui-ci soit transmis 15 jours minimum avant ladite date de livraison.

La pénalité est égale à **10 euros par jour de retard à compter de la date et l'heure de livraison prévue**.

Le montant de cette pénalité vient en déduction du montant de la première facture correspondant au Point de Livraison concerné. Chaque jour commencé est considéré comme une journée pleine. Dans le cas où, aucune heure de livraison n'est imposée au marché subséquent, le TITULAIRE réalisera obligatoirement la prestation au plus tard à 23h59 à la date dite. A compter de 0 h 00, la pénalité pour non-raccordement lui sera applicable.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, cette pénalité est applicable sans formalités préalables.

#### **Pénalités de non-raccordement pour les sites en C4**

Le TITULAIRE d'un marché subséquent encourt des pénalités en cas de défaut de rattachement d'un Point de Livraison, sous réserve que celui-ci soit transmis 15 jours minimum avant ladite date de livraison.

La pénalité est égale à **20 euros par jour de retard à compter de la date et l'heure de livraison prévue**.

Le montant de cette pénalité vient en déduction du montant de la première facture correspondant au Point de Livraison concerné. Chaque jour commencé est considéré comme une journée pleine. Dans le cas où, aucune heure de livraison n'est imposée au marché subséquent, le TITULAIRE réalisera obligatoirement la prestation au plus tard à 23h59 à la date dite. A compter de 0h, la pénalité pour non-raccordement lui sera applicable.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, cette pénalité est applicable sans formalités préalables.

#### **Pénalités de retard ou de remise de document non-conforme**

Tout retard dans l'envoi d'un document que le TITULAIRE de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent s'est engagé à remettre est passible d'une pénalité de **10 (dix) euros par jour calendaire de retard**. Cette pénalité s'applique également en cas de remise non-conforme (facture, bilan, etc.).

#### **Pénalités en cas d'erreur de facturation**

En cas d'erreur de facturation ou de non-conformité avec les exigences du CCATP, du fait du titulaire, le membre du groupement sera en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement.

Le titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à dater de la demande de mise en conformité formulée par simple courriel et/ou de rejet formulée via le portail Chorus Pro.

En cas de non-conformité renouvelée ou en l'absence de réponse, la présente pénalité est applicable.

Cette pénalité est également applicable dans les situations suivantes :

- En cas de non-facturation au moins une fois par an sur index réel (relevé par le Gestionnaire du Réseau de Distribution ou autorelevé), dans les conditions fixées par l'article L224-11 du Code de la consommation (à l'exception des cas induits par une absence de relève de la part du Gestionnaire des Réseaux de Distribution ;

- Lorsque la consommation estimée par le titulaire sur la période de consommation facturée est supérieure à au moins 30% de la consommation constatée l'année précédente sur les mêmes mois (au prorata temporis du nombre de jours de la période de consommation facturée).

#### Montant de la pénalité :

**Quinze (15) euros par jour calendaire** et par facture non conforme à compter du quinzième (15<sup>ème</sup>) jour à dater de la demande de mise en conformité.

Pénalité applicable par le membre concerné.

#### **Pénalités de non-fourniture pour les sites en C5**

En cas de rupture de la fourniture d'électricité ou de dépassement du délai d'exécution de la fourniture, du fait du TITULAIRE du marché subséquent, le TITULAIRE encourt pour chaque site concerné une pénalité de **10 (dix) euros par heure à compter de l'arrêt de fourniture constaté par le Pouvoir Adjudicateur**. Le TITULAIRE prendra en outre à sa charge les coûts de tout autre acteur de la chaîne d'acheminement qui aura été impacté par cette interruption.

Dans le cas d'une interruption de fourniture du fait du TITULAIRE supérieure à deux semaines, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider de résilier le contrat de plein droit, aux frais et risques du TITULAIRE.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, cette pénalité est applicable sans formalités préalables.

#### **Pénalités de non-fourniture pour les sites en C4**

En cas de rupture de la fourniture d'électricité ou de dépassement du délai d'exécution de la fourniture, du fait du TITULAIRE du marché subséquent, le TITULAIRE encourt pour chaque site concerné une pénalité de **20 (vingt) euros par heure à compter de l'arrêt de fourniture constaté par le Pouvoir Adjudicateur**. Le TITULAIRE prendra en outre à sa charge les coûts de tout autre acteur de la chaîne d'acheminement qui aura été impacté par cette interruption.

Dans le cas d'une interruption de fourniture du fait du TITULAIRE supérieure à deux semaines, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider de résilier le contrat de plein droit, aux frais et risques du TITULAIRE.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, cette pénalité est applicable sans formalités préalables.

#### **Pénalités de non-réponse aux marchés subséquents**

La notification de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur engage les TITULAIRES de l'accord-cadre à remettre une offre au titre de chacun des marchés subséquents à conclure. En cas d'absence de remise d'offre ou en cas de remise d'une offre non conforme, le Pouvoir Adjudicateur appliquera une pénalité **de 1 000 (mille) euros** par absence de remise d'offre ou en cas de remise d'une offre non conforme au TITULAIRE de l'accord-cadre.

Le Titulaire étant averti par un moyen donnant date certaine de réception de la consultation pour le marché subséquent, aucune mise en demeure ne sera nécessaire pour l'application de la pénalité.

#### **Non-participation aux réunions**

En cas de refus de participation aux réunions prévues à l'article 13.2.2 du présent Accord-Cadre, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **500 (cinq cents) Euros**.

**Une mise en demeure préalable sera effectuée par le Pouvoir Adjudicateur pour l'application de**

cette pénalité.

#### Non fourniture du bilan annuel.

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 13.2.1 du présent Accord-Cadre concernant la transmission du récapitulatif annuel au Pouvoir Adjudicateur, il sera fait application d'une pénalité de **50 (cinquante) euros par jour calendaire de retard**.

Les pénalités démarreront à compter de leur signification par l'envoi d'un mail par le Pouvoir Adjudicateur et ce jusqu'à la date de réception du récapitulatif.

**Une mise en demeure préalable sera effectuée par le Pouvoir Adjudicateur pour l'application de cette pénalité.**

#### Non-respect des engagements pris dans le Mémoire Technique

Il est rappelé ici que le Mémoire Technique remis par le Titulaire est une pièce contractuelle de l'Accord Cadre. En cas de non-respect des engagements pris par le TITULAIRE dans le cadre de son Mémoire technique, il sera fait application d'une pénalité de **100 (cent) €uros** par constat.

**Une mise en demeure préalable sera effectuée par le Pouvoir Adjudicateur pour l'application de cette pénalité.**

#### Non mise en place de la plateforme internet

La plateforme internet devra être opérationnelle le premier jour du marché subséquent. Les identifiants de connexion devront avoir été fourni par le TITULAIRE préalablement au démarrage du marché subséquent.

En cas de retard dans la mise à disposition de cert outil mentionné à l'article 13.3.3 du présent Accord-Cadre, il sera fait application d'une pénalité de **10 (dix) €uros par jour calendaire de retard**.

**Une mise en demeure préalable sera effectuée par le Pouvoir Adjudicateur pour l'application de cette pénalité.**

#### Dépassement des puissances souscrites

Le TITULAIRE d'un marché subséquent encourt des pénalités en cas de défaut d'alerte et de conseil concernant le dépassement des puissances souscrites et du montant consécutif appliqué par le GRD.

En cas d'absence d'alerte ou de conseil en cas de dépassement de puissance souscrite le TITULAIRE s'expose à une pénalité d'un montant de **50 % du montant appliqué par le GRD de tout nouveau(x) dépassement(s)**.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les nouveaux dépassements étant constatés à posteriori, aucune mise en demeure ne sera formulée préalablement à l'application de cette pénalité.

## Article 18.OBLIGATION D'ASSURANCE

Dès notification du présent accord-cadre puis avant tout commencement d'exécution d'un marché

subséquent, le TITULAIRE doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles **1240 à 1242** du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage matériel ou immatériel, consécutif ou non, occasionné par l'exécution, tant de l'accord-cadre que des marchés subséquents.

Le TITULAIRE devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec les responsabilités encourues au regard des prestations.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le TITULAIRE doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande écrite du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

Une attestation est par ailleurs systématiquement fournie tous les ans au Pouvoir Adjudicateur.

## Article 19.PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE

---

Le TITULAIRE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, à l'égalité homme – femme, au recours à des salariés de nationalité étrangère et au recours au travail dissimulé.

## Article 20.RESILIATION

---

### 20.1. Résiliation aux torts du TITULAIRE

L'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent, selon les modalités ci-dessous, être résiliés de plein droit aux torts du TITULAIRE sans que celui-ci ne puisse prétendre au versement d'une indemnité quelconque.

Les cas permettant de résilier l'accord-cadre ou les marchés subséquents sur un fondement fautif sont les suivants :

- lorsque le TITULAIRE a cédé le contrat sans avoir informé et obtenu l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur,
- lorsque le TITULAIRE a contrevenu à la législation et à la réglementation sur le travail,
- lorsque, indépendamment des cas de redressement et de liquidation judiciaires, le TITULAIRE déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- lorsque le TITULAIRE ne s'est pas acquitté de l'une de ses obligations prévues au contrat, notamment pour défaut ou insuffisance de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales, d'assurance, ou pour non-déclaration de sous-traitant,
- lorsque le TITULAIRE s'est livré à des actes frauduleux portant sur la nature, l'étendue ou la qualité des fournitures,
- lorsque la somme du montant des pénalités appliquées au TITULAIRE représente plus de 5% de la facturation globale annuelle ;
- lorsque le TITULAIRE n'a pas répondu deux fois à une consultation pour un marché subséquent ou ne s'est pas acquitté des pénalités demandées par le Pouvoir Adjudicateur.
- lorsque, postérieurement à la conclusion de l'accord-cadre ou du marché subséquent, le TITULAIRE a été exclu de toute participation aux marchés pour l'une des raisons mentionnées aux articles L2141-1, L2141-2, L2141-3, L2141-4 et L2141-5 du Code la Commande Publique,
- En cas de non-production, tous les 6 mois, des pièces mentionnées aux articles D8222-5, L8254-1 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail ;

- lorsque le TITULAIRE a contrevenu à l'obligation de discrétion qui s'impose à lui,
- **lorsque le TITULAIRE a perdu l'autorisation de fourniture.**
- En cas d'absence d'intervention efficace (les prestations ne sont pas exécutées ou le manquement constaté n'est pas corrigé ; exemple : retard dans l'exécution des prestations), et plus généralement non-respect des obligations contractuelles, après l'expiration d'une période de quinze (15) jours calendaires après mise en demeure du Titulaire de corriger un manquement à l'une des clauses du marché.

La résiliation pour faute ne fait pas obstacle à l'engagement, par le Pouvoir Adjudicateur, d'une action tendant à l'obtention de dommages-intérêts.

Le POUVOIR ADJUDICATEUR pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS**, la notification du décompte de résiliation par le POUVOIR ADJUDICATEUR au TITULAIRE doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouvel accord-cadre ou marché subséquent passé pour l'achèvement des prestations.

## 20.2. Disparition et incapacité du TITULAIRE

En cas de disparition ou d'incapacité du TITULAIRE, la résiliation du présent accord-cadre peut intervenir de plein droit, sauf si le Pouvoir Adjudicateur accepte sa continuation par les ayants droit, tuteur ou curateur.

Dans ce cas, la résiliation n'ouvre aucun droit, pour le TITULAIRE ou ses ayants droit, au versement d'indemnités.

## 20.3. Redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre et ses marchés subséquents sont résiliés, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre et ses marchés subséquents sont résiliés si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du TITULAIRE.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le TITULAIRE, à aucune indemnité.

## 20.4. Liquidation de l'accord-cadre et des marchés subséquents résiliés

L'accord-cadre et ses marchés subséquents sont liquidés en tenant compte des livraisons terminées et admises ainsi que des livraisons non terminées que le Pouvoir Adjudicateur pourrait considérer comme admises ainsi que des pénalités éventuellement applicables.

Le décompte de liquidation est arrêté par le représentant statutaire du Pouvoir Adjudicateur.

Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur colle sur cette page, l'avis de réception postal, daté et signé par le TITULAIRE.

## Article 21. CESSIBILITE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le TITULAIRE s'interdit de céder le présent accord-cadre ou ses marchés subséquents pour quelle que cause que ce soit (fusion, apport, etc.) sans avoir obtenu l'accord préalable et exprès du Pouvoir

Adjudicateur.

## Article 22.DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE ÉTRANGER

---

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre à marchés subséquents  
Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre doit être rédigé en langue française.  
En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

## Article 23.ATTRIBUTION DE COMPETENCE JURIDIQUE

---

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.  
En cas de litige relatif à l'application ou à l'interprétation d'une ou plusieurs clauses du présent accord-cadre, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Lille :

5 rue Geoffroy Saint Hilaire,  
CS 62039, F-59014 Lille Cedex.  
E-mail : greffe.ta-lille@juradm.fr  
Tél. 03 59 54 23 42  
Fax. 03 59 54 24 45

## Article 24.DEROGATION AU CCAG

---

- L'article 6 du CCATP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- L'article 6 du CCATP déroge à l'article 4.2.2 du CCAG FCS
- L'article 16 du CCATP déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS
- L'article 16 du CCATP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG FCS
- L'article 16 du CCATP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG FCS
- L'article 19.1 du CCATP déroge à l'article 43.5 du CCAG FCS